

Bonjour à tous,

Je réponds par ce courriel aux questions posées dans le vôtre daté du 15 février dernier.

Les quatre premières questions ne portent pas spécifiquement sur l'instruction de l'OUGC mais plutôt sur la gestion de crise en période de sécheresse qui n'est pas du ressort de l'OUGC mais bien du préfet. Dans le dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle pour l'irrigation agricole, l'OUGC est tenu de prévoir l'organisation en période de sécheresse mais il n'a pas la charge de le faire appliquer. Vous trouverez sur le site de la préfecture les informations relatives à vos question notamment dans l'arrêté cadre sécheresse. Celui-ci devrait être modifié en 2018.

<http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eau/Secheresse2/Secheresse>

**- articulation AUP / arrêté annuel :**

Les arrêtés annuels individuels devront respectés l'AUP quelles que soient les demandes formulées par les agriculteurs. L'OUGC ne pourra nous proposer à l'homologation du préfet un plan de répartition ne respectant pas les volumes globaux. Celui-ci serait immédiatement rejeté.

**- compatibilité avec le SDAGE et le SAGE**

L'AUP doit à tout moment être compatible avec les SAGE approuvés et le SDAGE en cours. Cela pourra impliquer que le préfet s'auto-saisisse comme le code de l'environnement le lui permet (art R.214-17) pour modifier l'AUP et la rendre compatible avec ces documents. Cela pourra être le cas notamment lors de la validation du prochain SDAGE en 2022 et des SAGE en cours de ré-écriture qui n'auraient pas pu être pris en compte dans l'AUP faute d'avancement suffisant au moment de sa publication.

**- indicateurs du changement climatique**

La DDT n'est pas producteur de données, c'est le niveau de bassin (Rhône-Méditerranée), notamment via le SDAGE qui gère ces indicateurs.

Lorsque ceux-ci seront connus, tout comme pour la question précédente, le préfet pourra à tout moment modifier l'AUP pour que ces indicateurs soient pris en compte par l'OUGC.

**- bilan à mi-parcours**

le cadre réglementaire impose un bilan annuel de fonctionnement de l'OUGC (R211-112), celui-ci permettra d'ajuster, lors de l'homologation du plan annuel de répartition, les volumes alloués le cas échéant.

Nous avons souhaité également pouvoir faire un bilan à mi-parcours (5 ans) qui analysera à moyen terme le fonctionnement de l'OUGC et l'évolution des prélèvements, mais également qui permettra de faire le point sur l'acquisition de nouvelles connaissances sur les secteurs où il a été fait le constat de besoins. L'analyse de ses données et les propositions de modifications éventuelles de volumes ou débits pour prendre en compte ces données (volumes attribués, tours d'eau) feront partie des conclusions de ce rapport à mi-parcours. Cela sera ensuite transcrit dans l'AUP si nécessaire.

Nous sommes actuellement en phase de rédaction de cette partie de l'AUP et nous allons demander à l'OUGC de réaliser les études nécessaires pour combler les lacunes de connaissances, notamment

celles qui ont été recensées dans les remarques du public.

En espérant avoir répondu aux questions que vous vous posez concernant l'instruction de l'OUGC, nous restons bien entendu à votre disposition pour tout complément d'information.

Cordialement,

-----

**Claire Godayer**

DDT38 - Service Environnement

Responsable de l'unité prélèvements d'eau et contrôles

-----

17 bd J. Vallier BP45

38040 Grenoble Cedex 9

Tel : 04 56 59 42 52

-----

*pour envoyer un fichier à partir de 3Mo à 1Go aux agents de la DDT :*

<https://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>